

L'Aquilon

Le souffle francophone des Territoires du Nord-Ouest

Envoi de publication - enregistrement no. 10338

C.P. 456 Yellowknife, NT, X1A 2N4

Volume 29 numéro 48, 12 décembre 2014



Paris-Yellowknife, espoirs et craintes
Page 3

L'image du français
Page 3

Préparez-vous, il s'en vient (Archives L'Aquilon)

Infrastructures scolaires

La Cour suprême tranchera sur l'égalité

Jean-Pierre Dubé (Francopresse)

Ce que les francophones d'autres provinces tiennent pour acquis, les parents de l'école Rose-des-Vents de Vancouver ont dû le demander aux tribunaux. Le 2 décembre, après quatre ans de litige, ils ont été entendus à Ottawa.

« C'était fantastique, souligne le codemandeur Luc Morin, dont la fille est en 8^e année à l'école primaire. Des questions bien intéressantes ont été posées. Les choses se sont bien passées pour notre conseiller, Me Nicolas Rouleau. Mais pas autant les avocats de la province.

« On a vu parfois que les juges n'étaient pas très contents des réponses, explique-t-il. Pressé à trois reprises, l'avocat de la province a été incapable de préciser quelle loi provinciale allait à l'encontre de l'article 23 [de la *Charte canadienne des droits et libertés*]. C'était très encourageant. » Les sept juges ont posé des

questions, un signe positif selon lui. Après trois heures d'audience, la cause a été prise en délibéré.

L'école Rose-des-Vents a été construite en 2002 pour 200 élèves. Elle en accueillait 350 en 2010, lorsque les parents ont entamé une poursuite pour mettre fin à la surpopulation et au sous-financement. Après avoir gagné en première instance, ils ont perdu leur appel en janvier 2014.

Les parents demandent à la Cour suprême de statuer que leur école « est surpeuplée, moins facilement accessible que les écoles de langue anglaise de la région et ses installations de piètre qualité ». Ils réclament le remboursement de leurs frais juridiques.

Le Conseil scolaire francophone de la Colombie-Britannique est intervenant dans la cause, ainsi que la Fédération nationale des conseils scolaires fran-

cophones (FNCSF) et ses membres de la Saskatchewan, du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest.

Selon l'avocat de la FNCSF, Me Roger Lepage, « l'éducation des élèves ne peut être mise en attente par des processus juridiques longs et coûteux. La tendance chez les gouvernements qui financent l'éducation est de compliquer de façon disproportionnée devant les tribunaux des litiges qui pourraient être réglés de façon plus rapide. »

Le commissaire aux langues officielles du Canada a aussi plaidé pour l'égalité réelle selon l'article 23. Il estime que les parents francophones doivent avoir un choix entre « deux systèmes éducatifs équivalents », sinon leurs droits sont violés.

« On a demandé une décision accélérée, signale Luc Morin, parce que le jugement pourrait avoir un impact sur

la grande cause présentement en appel en Colombie-Britannique. » La Fédération des parents et le Conseil scolaire mènent en effet un mégaprocès pour redresser la situation des infrastructures dans 15 établissements. Les audiences ont débuté en novembre 2013 et pourraient s'étirer jusqu'à mars 2015.

La province compte 71 000 francophones, la majorité dans les villes de Victoria et de Vancouver. Le conseil scolaire francophone accueille 5 300 enfants dans 36 écoles.

La cause franco-colombienne est la cinquième en éducation française à se rendre à la Cour suprême en vertu de l'article 23. L'*Arrêt Mahé* (1990), le *Renvoi manitobain* (1993), l'*Arrêt Arsenault-Cameron* (2000) et l'*Arrêt Doucet-Boudreau* (2002) ont généré une jurisprudence qui n'a pas été démentie, mais qui serait de plus en plus contestée, selon la FNCSF.

Femmes autochtones

Des vérités qui les dérangent

« Ce n'est pas sécuritaire pour une Autochtone de parler. » - Nola Nallugiak

Denis Lord

Les pensionnats amérindiens, la colonisation, la peur et les préjugés : tels sont les sujets qui ont été traités le 5 décembre à l'école K'alemi de N'dilo, lors du premier de trois séminaires de la série *Vérités qui dérangent et nouvelles relations*. Cette série est la prémisse de la venue l'événement *Walking with our sisters* en janvier prochain.

La rencontre de vendredi avait pour but de discuter des façons de rendre la collectivité plus sécuritaire. On voulait également assurer une meilleure compréhension des racines de la violence aux Territoires du Nord-Ouest, notamment pour les nouveaux venus.

Une des participantes du panel, Lila Erasmus, a violemment critiqué l'image des femmes autochtones véhiculée par les médias lorsqu'il est question, comme récemment, de disparitions et d'assassinats. « La plupart d'entre nous ne sont pas dans la rue et ne consomment pas d'alcool ou de drogue, scande-t-elle. Nous avons des femmes instruites avec des doctorats. D'ailleurs, Loretta Saunders, une Inuk qui a été assassinée, avait un doctorat. Ce n'était pas une femme à risque. »

Lila Erasmus a avancé l'hypothèse que la femme de 26 ans aurait pu être assassinée pour avoir dénoncé les injustices contre les femmes autochtones. Cette idée que la dénonciation de la situation est dangereuse devait plus tard être corroborée par la directrice de l'Association des femmes autochtones des Territoires du Nord-Ouest, Nola Nallugiak : « Ce n'est pas sécuritaire pour une Autochtone de parler. Une femme qui écrivait sur les femmes disparues a été tuée. »

D'après Lila Erasmus, si un tel drame arrivait à un autre groupe de la société, comme des avocats ou des

agents de la GRC, il y aurait un tollé. « Là, il n'y en a pas. Le message qu'on nous envoie, c'est : nous ne sommes pas importantes. Il faut que ça change. »

Colonisation et acculturation

La destruction de la culture dénée et les processus violents d'assimilation ont été dénoncés par des membres de l'assemblée.

« L'Église a brisé notre culture, a décrié Lisa, mais on ne parle jamais de ça. Elle nous a dit que l'Esprit n'était pas en toute chose, qu'il ne fallait pas toucher aux tambours. »

Muriel a longuement raconté les privations, la tristesse et les punitions reçues durant ses neuf années dans un pensionnat. Elle a parlé des enfants qui y sont morts, de leurs parents qui ne les ont jamais revus. « Je ne veux plus voir de femmes gelées, de femmes assassinées, s'est-elle exclamée. Je veux que mes petits-enfants vivent une vie sécuritaire. Le Nord a besoin d'aller chercher des professionnels dans le domaine de la santé. »

À quelques reprises, les intervenants ont effleuré la notion de l'impact des statistiques. « Elles font que les gens se sentent mal plutôt que forts », a déploré Pertice Moffitt, attachée à l'Institut de recherche Aurora.

Enfin, en son nom personnel, un agent de la GRC a déclaré que les gens de son corps de métiers n'étaient pas étrangers au sort des femmes autochtones. Il a évoqué avec tristesse une femme du Nord du Manitoba pour laquelle il avait de l'admiration et qui a été assassinée à Vancouver.

Le second séminaire aura lieu le 3 janvier à Prince-de-Galles. *Walking with our Sisters* est une installation itinérante commémorative de 1 808 dessus de paires de mocassins destinée à rappeler le sort des femmes autochtones disparues et assassinées. L'installation sera à Yellowknife du 9 au 24 janvier.

Les membres du C.A. de Radio-Canada/CBC

Tous connectés au Parti conservateur du Canada

Danny Joncas (Francopresse)

À la suite de la vague de compressions annoncées à Radio-Canada/CBC, on a entendu à maintes reprises des voix s'élever pour dénoncer les nominations partisans du gouvernement conservateur au conseil d'administration du diffuseur public.

Les critiques déplorent aussi le fait que les individus mis en poste disposent de peu d'expérience en matière de radiodiffusion. S'agit-il d'une simple impression, ou les décideurs de Radio-Canada/CBC ont-ils réellement des affinités très serrées avec le parti au pouvoir?

Voici un bref aperçu des liens entre les dirigeants de Radio-Canada/CBC, tous nommés depuis 2006, et le Parti conservateur.

Hubert T Lacroix est président-directeur général de Radio-Canada/CBC depuis le 1^{er} janvier 2008. Au moment de sa nomination, le *Toronto Star* révélait que M. Lacroix avait contribué financièrement à la campagne du candidat conservateur Daniel Fournier aux élections fédérales de 2006, dans la circonscription montréalaise d'Outremont.

Président du conseil d'administration du diffuseur public, Rémi Racine a percé dans l'industrie des jeux vidéo. Il est un ancien secrétaire national du Parti progressiste-conservateur du Canada. Enfin, le fait de siéger au C.A. de Radio-Canada/CBC n'a pas empêché M. Racine d'effectuer des dons au Parti conservateur.

Donateur du Parti conservateur, Edward W. Boyd a entre autres contribué dans la circonscription de la Colombie-Britannique que représente James Moore, celui-là même qui, alors qu'il était ministre du Patrimoine canadien, a procédé à la nomination de M. Boyd à Radio-Canada/CBC.

Pierre Gingras a siégé à l'Assemblée nationale du Québec en 2007 et en 2008 comme député de l'Action

démocratique du Québec. Alors qu'il est toujours député provincial, il participe à la campagne du candidat conservateur Claude Carignan aux élections fédérales d'octobre 2008.

Issu de l'industrie de la fonte et de l'acier, Cecil Hawkins a des liens avec l'industrie du gaz naturel est un proche de l'ancien ministre conservateur Jim Prentice. Il avait d'ailleurs agi comme président du Comité consultatif de l'Agence spatiale canadienne à la demande de M. Prentice.

Marni Larkin est propriétaire d'une entreprise d'experts-conseils en gestion de Winnipeg est une proche de l'ex-ministre Vic Toews, ainsi que de l'actuelle ministre du Patrimoine canadien Shelly Glover. Marni Larkin a aussi siégé au Conseil national du Parti conservateur du Canada.

Proche du Parti conservateur depuis des décennies, Terrence Anthony Leir a notamment été candidat aux élections fédérales de 1979 dans la défunte circonscription de Regina-Est.

Mis à part Pierre Gingras, Maureen McCaw constitue la seule membre du C.A. de Radio-Canada/CBC à ne pas avoir contribué financièrement au Parti conservateur depuis l'élection de Stephen Harper au poste de premier ministre.

Brian R. Mitchell est décrit comme un « fier partisan du Parti conservateur du Canada », parti pour lequel il a agi comme conseiller juridique dans la cadre de la Commission Gomery. Enfin, avant sa nomination à Radio-Canada/CBC, il a siégé pendant quatre ans au Conseil national du Parti conservateur du Canada, dont deux ans à titre de vice-président.

Figure bien connue de la scène artistique en Colombie-Britannique, Marlie Oden a d'abord été nommée au conseil d'administration de Téléfilm Canada par le gouvernement Harper, en 2008. Outre ses implications sur le plan culturel, soulignons qu'elle a été directrice de l'association de la circonscription de Vancouver Quadra



En collaboration avec Radio Taïga

Trente ans pour le NACC

Le Northern Art and Cultural Center célèbre son 30^e anniversaire le 13 décembre. Le spectacle présenté à cette occasion comprend plus d'une douzaine de performances. Une réception aura lieu après le spectacle, au cours de laquelle se tiendront un encaissement silencieux et une danse sociale avec le groupe The Committed.

Histoires locales

L'Association des collectivités des Territoires du Nord-Ouest encourage les citoyens et les collectivités à partager leurs histoires locales dans la campagne *Fier de vivre ici* de la Fédération canadienne des municipalités. La collectivité avec le plus grand nombre de participations gagnera un prix de 5 000 \$, qui pourront être utilisés pour le financement d'un événement communautaire.

Concert à Allain Saint-Cyr

Les élèves de la maternelle à la 12^e année de l'école Allain St-Cyr se produiront en spectacle le jeudi 18 décembre, à 19 h. Cette soirée de chansons sera animée par les élèves du secondaire. Le lendemain aura lieu le traditionnel dîner à la dinde, à 11 h 30.

Tous à Tuk!

Les sportifs accomplis ou en devenir ont jusqu'au 16 janvier pour s'inscrire à Walk to Tuk. Les équipes participantes ont de janvier à mars pour marcher l'équivalent de la distance séparant Fort Providence de Tuktoyaktuk, soit 1 658 kilomètres. Les équipes peuvent avoir jusqu'à 20 membres. Les exercices faits en ski de fond et en jogging peuvent aussi être comptabilisés.

Disparition

La Gendarmerie royale de Hay River sollicite toujours l'assistance du public pour retrouver Brian Melvin Boucher. D'origine métisse, l'homme de 52 ans mesure 6 pieds et pèse 150 livres. Il a les cheveux noirs et les yeux bruns. Propriétaire d'une Ford noire F150, Brian Melvin Boucher a été vu pour la dernière fois au collège de Hay River, le 27 octobre dernier.

Emploi et Premières Nations

Selon le *Northwest Territories News*, le pourcentage des employés autochtones du gouvernement demeure à 32 % malgré les efforts de celui-ci pour refléter davantage leur poids démographique. Les Autochtones forment 51,4 % de la population ténioise. Selon le ministre des Ressources humaines, Tom Beaulieu, cité dans l'article, certains ministères font mieux que d'autres. Ainsi, le ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles compterait 47 % d'employés autochtones, dont presque tous les gestionnaires principaux.

Service 4G dans les collectivités éloignées

Bell Mobilité a annoncé le 8 décembre le lancement d'un service sans fil 4G dans les collectivités des Territoires du Nord-Ouest de Gameti, Nahanni Butte, Paulatuk et Ulukhaktok. Les résidents de ces collectivités pourront maintenant appeler, texter, naviguer et regarder des vidéos sur le réseau de Bell à partir des plus récents appareils sans fil, téléphones, tablettes et téléphones intelligents. Le gouvernement fédéral participe à hauteur d'environ 700 000 \$ aux projets 4G menés dans ces collectivités par l'intermédiaire de Falcon Communications.

Immigration et recrutement

Paris-Yellowknife, espoirs et craintes

Avancement professionnel rapide, emplois variés et hiérarchie moins formelle?

Denis Lord

Quels sont les espoirs, les perceptions et les craintes des Européens qui rêvent de venir travailler dans le Nord? Rencontrée par le Conseil de développement économique des Territoires du Nord-Ouest (CDÉTNO) à Paris lors de Destination Canada, Déborah Kabi répond à ces questions.

La jeune femme, qui a vécu presque toute sa vie à Paris et dans sa périphérie, se cherche actuellement un emploi d’adjointe administrative. Elle projetait déjà d’immigrer au Canada lorsqu’elle a rencontré les représentants du CDÉTNO, mais les TNO n’étaient pas du tout dans ses cibles. « Leur présentation m’a interpellée, explique Déborah Kabi, et j’ai eu envie d’en savoir un peu plus. Je pense n’avoir aucune illusion d’Eldorado, mais en faisant des recherches sur l’endroit, j’ai eu l’impression que je pourrais peut-être m’y réaliser. »

Perception

L’agente en immigration, employabilité et recrutement du CDÉTNO, Audrey Marceau, énumère les éléments de séduction des TNO pour les Européens. « Ce sont, recense-t-elle, la qualité de vie et les grands espaces, l’avancement professionnel rapide, les emplois variés et une hiérarchie moins formelle. Certains ont une idée romantique du Canada, mais nous sommes là pour leur parler de la réalité, les préparer au Nord. »

Les attentes de Déborah recoupent en partie ces éléments. Elle est attirée par l’équilibre entre travail et vie privée, et par la nature. Mais elle ressent également « un besoin de dépasser [ses] limites et de sortir de [sa] zone de confort, et surtout, une envie de rencontrer et



partager des cultures différentes ».

Et ses craintes? « C’est peut-être bête à dire, avoue Déborah Kabi, mais le froid est peut-être ce qui m’impressionne le plus, peut-être parce que c’est le premier commentaire que me font les gens lorsqu’ils apprennent mon choix de destination. » Elle a aussi un peu peur de l’isolement.

Bilan

Fin novembre, à Bruxelles et à Paris, le CDÉTNO

participait pour une huitième année à la foire d’emplois Destination Canada. Pour une première fois, l’organisme a participé, à l’ambassade du Canada à Paris, à Expérience internationale Canada, qui s’adresse aux jeunes de 18 à 35 ans et regroupe des employeurs et des organismes de recrutement. En quatre jours, le CDÉTNO a rejoint au total 593 personnes qui sont dorénavant sur sa liste d’envoi par courriel. Il est revenu avec 59 curriculum vitæ pour les sept emplois affichés aux TNO.

Financement

Réunion du comité de recommandations

Dix projets en attente de financement

Denis Lord

C’est le samedi 6 décembre que s’est réuni le comité devant formuler des recommandations pour les demandes de subvention à Patrimoine canadien. Le comité avait une autonomie totale, a précisé le directeur général de la Fédération franco-ténoise, Jean de Dieu Tuyishime. Son travail consistait à évaluer la pertinence face aux priorités communautaires et la hauteur des sommes demandées pour quatre projets de programmation, s’étendant sur une ou plusieurs années et comprenant des frais de fonctionnement, et six projets annuels.

La démarche d’évaluation était assortie d’une procédure en cas de conflit d’intérêts. « Si une personne était impliquée dans le projet évalué ou venait de la communauté qui y est associée, précise Jean de Dieu Tuyishime, elle devait se retirer durant l’évaluation. »

Le comité était formé d’Anand Soochit, d’Inuvik, de François Lamy, de Hay River, et de Jacques-Benoît Roberge et Jean de Dieu Tuyishime, tous deux de Yellowknife.

Les réponses du gouvernement fédéral devraient être connues dans les premiers mois de 2015.

Aidez-nous à faire face à l'augmentation de Poste Canada

Demandez la version PDF



Services gouvernementaux en français

L'image du français

D'ici la fin mars, le français s'affichera dans les services ténois

Denis Lord

L’image des services en français du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest est actuellement en train de se construire, par l’entremise de la firme Tait Communications et des consultations populaires. L’objectif est que tous les signes visuels indiquant l’offre en français soient en place d’ici la fin du présent exercice, d’ici donc la fin mars.

« Un des aspects de notre campagne de communications, explique le directeur du Secrétariat aux affaires francophones, Benoît Boutin, est de développer des outils pour indiquer l’offre active, par exemple, des panneaux, des affiches. Je crois que c’est important d’avoir le maximum d’options possibles en termes de couleurs de types de dessins, de pictogrammes. Et bien sûr, avant d’imprimer tout ça, nous faisons des consultations à l’interne et à l’externe pour identifier l’option qui recevra le plus de rétroactions positives. »

Jusqu’à présent, affirme Benoit Boutin, les réactions aux ébauches ont été très constructives et positives. Le Conseil de développement économique des Territoires du Nord-Ouest, la Fédération franco-ténoise et l’Association franco-culturelle de Yellowknife (AFCY) ont eu l’occasion d’échanger avec la firme de consultation et de communication Tait. « J’ai trouvé la rencontre très efficace. Tait fait du bon travail », a commenté le directeur général de l’AFCY Étienne Croteau.

Au moment d’écrire ces lignes, Tait mettait sur pied un groupe témoin constitué de membres de la communauté francophone pour commenter, le 10 décembre, des options graphiques sur la table.

Éditorial



Alain Bessette

Au-delà des généralisations

En lisant les commentaires de participantes sur les vérités qui dérangent, je ne peux que m'interroger sur les généralisations à outrance.

Une participante critiquait le stéréotype véhiculé dans les médias sur les femmes autochtones à risque, celles qui vivent dans des conditions de vie propices à la violence. Quelques cas de femmes très instruites et vivant une vie normale et paisible qui ont été victimes de violence appuyaient leurs propos.

Il faut faire attention aux généralisations à outrance.

Première généralisation : les femmes vivant en milieu pauvre et celles affligées de toxicomanie sont plus susceptibles d'être victimes de violence. Les mots clés ici sont plus susceptibles. Sans ces mots, il s'agirait d'un énoncé trompeur. Il n'y a évidemment pas uniquement des femmes pauvres ou paumées qui sont victimes de violence – peu importe leur ethnie. D'où le terme *généralisation*. Parmi la population canadienne générale, c'est le même constat : plus de femmes issues de milieux pauvres sont violentées. Ce que cette généralisation peut apporter de positif dans ce dossier, c'est une conscientisation de la société que le sort des femmes autochtones est lié en partie à leur statut socio-économique. Pour s'attaquer au phénomène de la violence faite aux femmes autochtones, il faudra notamment s'attaquer à leur condition de vie et à celle de leur famille. La sensibilisation au phénomène sera probablement l'autre pierre angulaire de toute intervention gouvernementale dans le dossier.

Puis, il y a la généralisation à outrance. Lorsque quelqu'un mentionne un cas particulier (une femme avec un doctorat a été assassinée) pour s'attaquer à la généralisation ci-dessus, ça n'aide absolument pas personne. Il faut que les gens se rendent compte qu'une généralisation comprend nécessairement ces cas atypiques. Ça peut être blessant de se sentir associé aux femmes souffrant de toxicomanie en raison de son origine ethnique, mais il ne faut pas effacer du revers de la main les bienfaits que cette généralisation peut apporter si cela permet de s'attaquer à certaines des raisons derrière la violence faite aux femmes autochtones.



Jeanne Arsenault, qui participe aux Jams de la Maison bleue, a ouvert la soirée avec quelques chansons. Un talent qu'on souhaite entendre plus en 2015. (Photo : Denis Lord)

L'aquilon

C.P. 456, Yellowknife, NT, X1A 2N4
Tél. : (867) 873-6603, Télécopieur : (867) 873-6663
Hay River : 77A Woodland Drive, Hay River (TNO)
Tél. : (867) 875-8808
Courrier électronique : aquilon@internorth.com
Sur le web : www.aquilon.nt.ca

Directeur : Alain Bessette
Journalistes : Denis Lord

Correction d'épreuve : Anne-Dominique Roy

L'Aquilon est un journal hebdomadaire publié le vendredi à 750 exemplaires. L'Aquilon est la propriété des Éditions franco-ténoises/L'Aquilon et est subventionné par Patrimoine canadien.

Sauf pour l'éditorial, les textes n'engagent que la responsabilité de leur auteur(e) et ne constituent pas nécessairement l'opinion de L'Aquilon. Toute correspondance adressée au journal doit être signée et accompagnée de l'adresse et du numéro de téléphone de l'auteur(e). La rédaction se réserve le droit de corriger ou d'abrégier tout texte. Dans certains cas où les circonstances le justifient, L'Aquilon accèdera à une requête d'anonymat. Toute reproduction partielle est fortement recommandée à condition de citer la source. L'Aquilon est membre de l'Association de la presse francophone (A.P.F.). N° ISSN 0834-1443.



Représentation commerciale nationale
Lignes Agates Marketing
1-866-411-7486

Je m'abonne!

	1 an	2 ans
Individus :	35 \$ <input type="checkbox"/>	60 \$ <input type="checkbox"/>
Institutions :	45 \$ <input type="checkbox"/>	80 \$ <input type="checkbox"/>

TPS incluse

Nom : _____

Adresse : _____

Votre abonnement sera enregistré
à la réception du paiement.

Adressez votre paiement au nom de L'Aquilon :
C.P. 456, Yellowknife, NT, X1A 2N4

20^E CONFÉRENCE MONDIALE SUR
LE CHANGEMENT CLIMATIQUE...





Lors de la soirée de Noël de l'AFCY à Yellowknife le 4 décembre dernier, James Hodson et Yves Lécuyer ont entre autres interprété des chansons de Zachary Richard et de Plume. Les paroles diffusées sur un écran permettaient au public d'y aller d'un couplet. (Photo : Denis Lord)

Le Sénat et l'immigration

Les communautés doivent s'impliquer davantage

Paul Mengoumou (Francopresse).

Dans son rapport déposé le 2 décembre 2014 intitulé *Saisir l'occasion : le rôle des communautés dans le système d'immigration en constante évolution*, le comité permanent du sénat des langues officielles recommande que les communautés de langue officielle en situation minoritaire jouent un rôle plus proactif pour attirer les nouveaux arrivants dans leurs localités.

Le comité sénatorial a examiné les changements survenus et ceux qui interviendront au moment du lancement du nouveau système d'immigration « Entrée express » début 2015. Au cours des rencontres organisées avec une quarantaine de témoins, le comité sénatorial a aussi mesuré les impacts de ces changements sur les communautés de langue officielle en situation minoritaire.

Ainsi, il existe de nombreux défis sur la reconnaissance des diplômes étrangers et l'intégration au marché du travail. Le comité recommande donc d'informer les immigrants sur les réalités économiques et linguistiques avant leur arrivée au Canada. Leurs chances de réussite en seront plus grandes en sol canadien.

Les employeurs canadiens joueront un rôle important dans le nouveau processus de sélection. Aussi, faudrait-il les sensibiliser à une approche coordonnée avec les autres acteurs pour l'atteinte des objectifs de recrutement.

Le comité recommande de plus que les communautés jouent un rôle plus actif en menant sur le terrain des démarches pour convaincre les nouveaux arrivants de s'installer en milieu minoritaire. De telles opérations de charme ne pourront réussir sans une injection importante de ressources.

La maîtrise des langues officielles est un facteur important dans la réussite de l'intégration des immigrants.



HEURES D'OUVERTURE DE LA CLINIQUE DURANT LES FÊTES

La Clinique de santé communautaire Frame Lake sera fermée du lundi 29 décembre 2014 au vendredi 2 janvier 2015 inclusivement.

Durant cette période, tous les services fournis par la clinique seront offerts par les professionnels de la santé du Centre de soins primaires de Yellowknife (CSPY).

De plus, il n'y aura aucune clinique itinérante au Centre pour les familles du Nord.

Pour de plus amples renseignements concernant les heures d'ouverture ou les activités de la clinique durant les fêtes, consultez le site Web de l'ASSSY à l'adresse www.yhssa.org.



L'ASSSY vous souhaite de joyeuses fêtes. Soyez prudents et gardez la forme!

Le Club de Bicolo

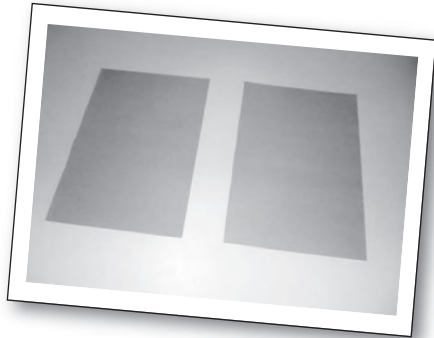
Bricolage

Arbre de Noël

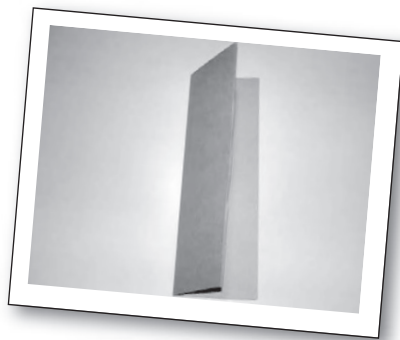
Matériel :

- Du papier de bricolage vert
- Du ruban adhésif transparent
- Des ciseaux
- De la colle à paillettes, de la peinture, des feutres, des collants ou d'autres feuilles de papier de bricolage pour décorer l'arbre.

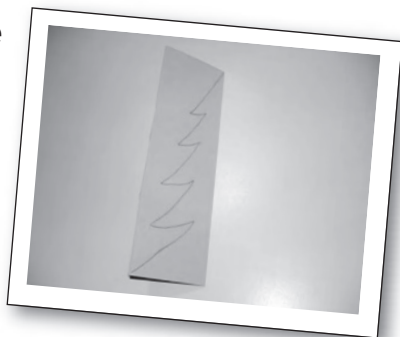
- 1 Plie une feuille de papier de bricolage vert en deux. Coupe sur le pli.



- 2 Mets les 2 morceaux l'un par-dessus l'autre et plie-les en deux.



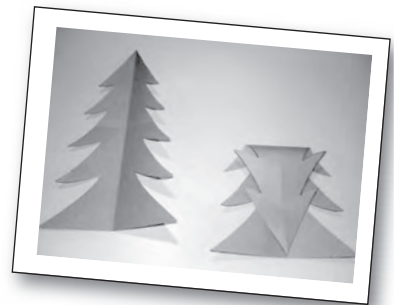
- 3 Dessine la moitié d'un sapin pour que le centre du sapin soit sur le pli.



- 4 Découpe le sapin. Tu devrais avoir deux sapins identiques.



- 5 Plie légèrement chaque sapin en deux (verticalement) pour marquer le centre du sapin. Fais une fente dans la partie supérieure d'un sapin et une fente dans la partie inférieure de l'autre.



- 6 Glisse les deux sapins ensemble pour former un sapin tridimensionnel. Utiliser du ruban adhésif transparent pour fixer les sapins ensemble.



- 7 Trace la forme d'une étoile sur du papier jaune. Découpe-la. Fais une petite fente au bas de l'étoile et mets-la en haut du sapin.



- 8 Décore ton arbre de Noël avec de la colle à paillettes, de la peinture, des gommettes ou découpe des formes dans du papier bricolage. Sois créatif!



- 9 Voilà un bel arbre de Noël!



Congrès Arctic Change 2014

Fonte du pergélisol et alimentation

Un modèle de recherches qui pourrait être étendu à l’ensemble de l’Arctique

Denis Lord

C’est peut-être une première mondiale et un modèle de recherches qui pourrait être utilisé dans de nombreuses collectivités arctiques. À Jean Marie River, Margaret Ireland, Cyrielle Laurent et Fabrice Calmels ont mené une étude sur l’impact de la fonte du pergélisol sur la sécurité alimentaire. Maintenant attaché au Collège du Yukon, Fabrice Calmels présentait ses travaux au congrès Arctic Change, qui se tenait à Ottawa du 8 au 21 décembre.

Le dégel du pergélisol transforme le terrain, ce qui affecte la faune et la flore. « Par exemple, illustre Fabrice Calmels, les caribous aiment les forêts avec des lichens, qui sont souvent sur des zones de pergélisol. Quand ce sol se dégrade, s’affaisse, il devient marécageux et se

transforme en milieu humide. C’est moins intéressant pour les caribous. Cela affecte aussi les petits fruits et les plantes médicinales. Des arbres peuvent tomber et bloquer l’accès aux sites de chasse et de cueillette. »

Modus operandi

L’équipe de Fabrice Calmels, Margaret Ireland et Cyrielle Laurent, a allié dans ses recherches sciences pures et sociales. D’une part, elle a mené des entrevues avec la communauté Tthe’k’éhdél de Jean Marie River pour savoir comment elle utilise le territoire à des buts nourriciers, pour la trappe, la chasse et la cueillette. Elle a répertorié les changements observés, comment cela changeait cette utilisation et leurs impacts sur la collectivité. Dans un second temps, l’équipe a cartographié les zones de pergélisol — discontinu dans ce

cas-ci — hautement sensibles au dégel autour de la collectivité. Grâce à des archives de photos aériennes, les scientifiques savent que le terrain s’est transformé depuis les années 1950, des buttes de six mètres s’affaissant pour donner naissance à des lacs. « La faune se transforme, note Fabrice Calmels, certains animaux se font plus présents [comme les ours et les renards] et d’autres se raréfient autour du village. La chasse n’a pas disparu, mais a déjà changé. On essaie d’anticiper ce qui va se produire. »

Innovation

Selon le chercheur du collège du Yukon, les études de risque sur le pergélisol se concentrent généralement sur l’impact sur les infrastructures; le lien avec les activités de subsistances est assez novateur. « Jean-Marie River, dit-il c’est un prototype. Nous voudrions développer ce même type de recherches dans d’autres collectivités nordiques. Je reconstitue actuellement une équipe; il nous manque un spécialiste des sciences sociales. »

À Jean Marie, pour le projet qui est actuellement en dormance, les chercheurs envisagent de collaborer avec un biologiste pour approfondir leurs recherches sur la faune. Ils ont déjà accès à des données de colliers GPS de caribous du ministère de l’Environnement et des Ressources naturelles des Territoires du Nord-Ouest. Ils sont à la recherche de financement.

Les chercheurs veulent aussi étudier l’impact des feux sur le pergélisol.

Francophonie des Amériques

Que faire avec nos cousins du Sud?

Jean-Pierre Dubé (APF)

Il y a 250 ans, on parlait français en Amérique, de Terre-Neuve à la Louisiane en passant par les grandes plaines. Puis sont arrivés déportations, orangistes et Ku Klux Klan. De la suite, on parle peu.

Pendant des siècles, raconte le PDG du Centre de la francophonie des Amériques, Denis Desgagné, « les Franco-Américains se sont cachés et ils ont perdu l’habitude de se rencontrer ». Mais ils sont là. Tandis que certains « se disent les derniers à parler français », d’autres ont « des services en français et la gestion de leurs écoles ».

Quand on parle des francophones des États-Unis (11 millions), des Caraïbes et de l’Amérique du Sud (2 millions), souligne-t-il, « les gens s’aperçoivent qu’on a un problème de mémoire. Elle est incroyable cette histoire américaine ».

Le Centre a participé à la production du docudrame *Un rêve américain* (2014) qui donne voix aux descendants du million de Canadiens exilés en Nouvelle-Angleterre durant la révolution industrielle. « Les Québécois sont

choqués de voir ça, explique Denis Desgagné. Quand ils découvrent tous ces francophones et noms de villes, les mâchoires tombent. On doit fournir des sources. »

Le Centre consacre 60 % de son temps, de ses 14 employés et de son budget de trois millions à sensibiliser la population québécoise. « Les dossiers augmentent, note le PDG, on a allumé le désir d’en savoir plus. »

Le professeur de sciences politiques à l’Université de Moncton, Christophe Traisnel, met cela en perspective : « Le Québec et l’Acadie sont les seules communautés à avoir développé un intérêt pour la francophonie internationale.

« La francophonie canadienne a été accaparée par les grands enjeux linguistiques, soutient-il. Le bilinguisme officiel et la question du Québec ont demandé un tel investissement que la dimension “transnationale” a peu à peu pris le bord. Quand on entend les leaders, cette dimension “universelle” du français passe largement sous silence, au profit d’un discours très local sur la langue. Ça contribue à la dévalorisation du français au Canada. »



APPEL D’OFFRES

Hôpital territorial Stanton
Remplacement du système
d’aspiration médical
CT101517
- Yellowknife, TNO -

Le travail consiste à remplacer le système d’aspiration médical en place à l’Hôpital territorial Stanton par le système indiqué dans l’appel d’offres.

Les offres cachetées doivent parvenir à l’Administrateur de contrats, Services partagés de l’approvisionnement, Gouvernement des TNO, 5009, 49^e Rue, rez-de-chaussée, Yellowknife NT, au plus tard à :

15 H, HEURE LOCALE, LE 15 DÉCEMBRE 2014.


Les entrepreneurs peuvent se procurer les documents d’appel d’offres auprès de l’Association de la construction des TNO en composant le 867-873-3949.

Les entrepreneurs sont priés de noter qu’il y aura une rencontre avant soumission à 10 h 30, le 10 décembre 2014, à la réception de l’Hôpital territorial Stanton.

Renseignements généraux :
Administrateur de contrats
Services partagés de l’approvisionnement
Gouvernement des TNO
Téléphone : 867-873-7230
Courriel : psstenders@gov.nt.ca

La politique d’encouragement aux entreprises du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et le chapitre 5 de l’Accord sur le commerce intérieur s’appliquent à cet appel d’offres.

Pour obtenir des renseignements sur les possibilités de contrats, consultez le www.contractregistry.nt.ca



DEMANDE DE PROPOSITIONS

Études des matériaux de surface et du
pergélisol de la province des Esclaves
SC445478
- Yellowknife, TNO -

Le ministère de l’Industrie, du Tourisme et de l’Investissement du GTNO est à la recherche d’entrepreneurs qualifiés en géosciences pour entreprendre une étude des matériaux de surface et du pergélisol de la province des Esclaves. Le travail consiste à exécuter un programme de forage de matériaux glaciaires recouvrant le substratum. L’étude biennale s’effectuera à l’aide d’un hélicoptère et aura une faible incidence sur l’environnement.

Les propositions cachetées doivent parvenir à l’Administrateur de contrats, Services partagés de l’approvisionnement, GTNO, 5009, 49^e Rue, rez-de-chaussée, Yellowknife NT, au plus tard à :

15 H, HEURE LOCALE, LE 22 DÉCEMBRE 2014.

Les personnes qui souhaitent obtenir une copie des documents de demande de propositions doivent envoyer un courriel à l’adresse psstenders@gov.nt.ca.

Renseignements généraux :
Administrateur de contrats
Services partagés de l’approvisionnement
Gouvernement des TNO
Tél. : 867-873-7230
Courriel : psstenders@gov.nt.ca

La politique d’encouragement aux entreprises du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et le chapitre 5 de l’Accord sur le commerce intérieur s’appliquent à cette demande de propositions.

Pour obtenir des renseignements sur les possibilités de contrats, consultez le www.contractregistry.nt.ca



Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest

Pour obtenir une copie de la description de poste, consultez travaillezauGTNO.ca

Chef des services de diagnostic

Administration de santé territoriale Stanton **Yellowknife, TNO**

Services de diagnostic

Poste permanent

Le traitement varie entre 51,93 \$ et 62,00 \$ l’heure (soit environ entre 101 263 \$ et 120 900 \$ par année), auquel s’ajoute une allocation annuelle de vie dans le Nord de 3 450 \$.

N° du concours : 12259 **Date limite :** 15 décembre 2014

Technicien en retraitement de relève

Administration de santé territoriale Stanton **Yellowknife, TNO**

Gestion des approvisionnements

Poste permanent

Ce concours est réservé aux candidats résidant dans un rayon de 25 km de Yellowknife.

Le traitement initial est de 33,55 \$ l’heure, auquel s’ajoute une allocation de vie dans le Nord de 1,77 \$ l’heure.

N° du concours : 12264 **Date limite :** 15 décembre 2014

► **Posez votre candidature en ligne à travaillezauGTNO.ca**

Utilisez les coordonnées suivantes uniquement pour nous faire parvenir vos questions : Ministère des Ressources humaines, Services de gestion et de recrutement, Édifice Laing, 2^e étage, C. P. 1320, Yellowknife NT X1A 2L9. Téléc. : 867-873-0445; courriel : jobsyk@gov.nt.ca

- Afin de se prévaloir des avantages accordés en vertu du programme de promotion sociale du gouvernement, les candidats doivent clairement en établir leur admissibilité.
- Le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest est un milieu de travail ouvert à tous. Nous encourageons les personnes handicapées qui souffrent actuellement d’une incapacité et qui nécessitent des mesures d’adaptation à nous faire part de leurs besoins, si elles sont retenues pour une entrevue ou une évaluation, afin que l’on puisse prendre de telles mesures dans le cadre de la procédure d’embauche.
- Nous prendrons en considération les expériences équivalentes.
- Nous établirons une liste de candidats admissibles à partir de ces concours pour pourvoir des postes permanents ou temporaires semblables.
- Un certificat de santé et la vérification du casier judiciaire sont des conditions préalables pour certains postes.

